COMPTE RENDU DE LA REUNION
DU CONSEIL MUNICIPAL
du 11 janvier 2007

Présents : Tous les membres sauf excusés :

- Lynda LOZES
- Albert LE MOULLEC

Secrétaire de séance : J.Ph BERTRAND

- 1 - URBANISME

- Permis de construire :
 - Monsieur Marcel BUTHOD
- Avis favorable du conseil municipal

- 2 - DELIBERATION

➤ **DDE : Instruction des autorisations d'occupation des sols : nouvelle convention**

Madame La Maire rappelle au Conseil Municipal que la Commune dispose d'un Plan d'Occupation des Sols et que le transfert de la compétence en matière d'autorisation d'occupation des sols, est effectif.

Compte tenu de la réorganisation des services de la DDE induite par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et en application d'un arrêté préfectoral en date du 25 juillet 2006, les services instructeurs des anciennes subdivisions de l'équipement, sont regroupés au sein d'une unité territoriale. Une nouvelle convention de mise à disposition des services de l'Etat doit donc être passée avec les services de l'Unité Territoriale de l'Equipement de Tarentaise.

Après délibération, le conseil municipal, en application de l'article 61 de la loi n° 83.8 du 07 janvier 1983 modifiée (article L.421-2-6 du code l'urbanisme) et des textes subséquents :

- Sollicite le maintien de la mise à disposition gratuite des services de la direction départementale de l'équipement, pour instruire des autorisations et actes relatifs à l'occupation des sols sur le territoire de la commune.
- Autorise Madame La Maire à signer la convention à intervenir entre l'Etat et la Commune qui aura pour objet de définir les modalités de cette mise à disposition avec l'Unité Territoriale de Tarentaise.

➤ **POS modification n° 3 : arrêté du Maire**

- VU le code de l'urbanisme, et notamment les articles L 126.1 et L 123.10

- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 29 juillet 2006, approuvant la modification du P.O.S

ARRETE

Article premier : Objet

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification du POS de certaines zones sur lesquelles la réserve est levée, la mise à jour du POS et l'actualisation de quelques règles (façades, place de parking) .

Article 2 : Modalités de mise à disposition du dossier au public

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre à feuillets non mobiles seront déposées en mairie à partir du 15/01/2007 jusqu'au 14/02/2007.

Le commissaire enquêteur sera à la disposition du public les :

- mercredi 17 janvier de 15h00 à 17h00,
- mercredi 31 janvier de 15h00 à 17h00,
- mercredi 14 février de 15h00 à 17h00.

Article 3 : Désignation du Commissaire enquêteur

Le Commissaire enquêteur désigné est Monsieur Guy TRUCHET , Ingénieur en Travaux Public, demeurant 15 route de Chavord - 73800 MONTMELIAN.

Article 4 : Clôture de l'enquête publique

A l'expiration du délai de l'enquête, le registre d'enquête sera clos et signé par le Commissaire enquêteur.

Après examen des observations consignées ou annexées au registre, le commissaire enquêteur transmettra le dossier avec son rapport dans lequel figureront ses conclusions motivées au Maire dans les 30 jours à compter de la fin de l'enquête.

Article 5 : Mesure de publicité

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié par les soins du Maire, quinze jours au moins avant le début de l'enquête de celle-ci en caractères apparents dans les deux journaux diffusés dans le département de la Savoie désignés ci-après :

- Le Dauphiné Libéré
- La Savoie

Cet avis sera à la Mairie.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier d'enquête.

Article 6 : Notification

Une copie du présent arrêté sera adressé à :

- Au commissaire enquêteur
- A la Direction départemental de l'équipement d'Aime

➤ **DGE 2007 : demande de subvention pour réfection du toit de l'auberge communale**

Madame La Maire informe le Conseil que la depuis la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, la DGE nous a informés par la circulaire n° 67 des catégories de travaux prioritaires et des taux de subvention.

Après délibération, le conseil municipal décide :

- de faire une demande de subvention pour les travaux suivants :
 - La réfection du toit de l'Auberge communale
- D'autoriser Madame La Maire à déposer un dossier et à signer les documents s'y rapportant.

➤ **FDEC 2007 : demande de subvention**

Madame La Maire informe le Conseil que la Commune est éligible cette année pour recevoir une aide financière du département de la Savoie, au titre du Fond Départemental pour l'Equipement des Communes (FDEC).

Notre commune étant classée en C3, cette subvention d'un montant de 32 000 € devra être complétée par un financement de la Commune dans une proportion de 52 %.

Les travaux devront débiter dans le courant de l'année 2007.

Après délibération, le conseil municipal décide :

- de faire une demande de subvention pour les travaux suivants :
 - Travaux de voirie
- autorise Madame La Maire à signer tous les documents s'y rapportant-
- prend l'engagement d'assurer la part financière incombant à la Commune.

➤ **Point d'arrêt bus**

Madame La Maire rappelle au Conseil Municipal que le Conseil Général nous informait le 16/03/2006 de la nouvelle politique de sécurisation des points d'arrêt de car adoptée par le département.

Dans ce prolongement, il nous propose la signature d'une convention.

Après délibération, le conseil municipal décide :

- D'accepter la convention entre la Commune de Valezan et le Conseil Général,
- D'autoriser Madame La Maire à signer le(s) document(s) s'y rapportant.

- 3 - DIVERS

- Toyota

Le Toyota de la Commune risque de ne pas passer au prochain contrôle technique, et de nombreuses réparations pourraient avoir lieu. Il faut commencer à se renseigner pour l'achat d'un nouveau véhicule. Le budget estimatif prévu serait de 15 000 € à 20 000€..

Madame Le Maire,
V. GENSAC

Le secrétaire,
J.Ph BERTRAND